

Cellules Communistes Combattantes

Campagne Karl Marx

Action contre l'oligarchie financière, 4 & 5 novembre 1985

Campagne Karl Marx, communiqué n°3

Au cours des journées du 4 et du 5 novembre 1985, les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué et détruit quatre importants repaires de l'oligarchie financière dans ce pays. Ces quatre interventions s'inscrivent dans le cadre de notre Campagne Karl Marx ouverte par l'action contre INTERCOM.

Nos Cellules ont ainsi successivement attaqué :

- très tôt le matin du 4, un des principaux sièges de la Banque Bruxelles Lambert (BBL), seconde banque du pays avec 16,9 % des actifs bancaires à l'échelle nationale (soit 692 milliards) et un bénéfice pour 1983 de 1,2 milliards de francs. La BBL constitue le noyau du Groupe Bruxelles Lambert, deuxième holding de Belgique. Le siège visé est situé au Cours Saint-Michel à Etterbeek ;
- dans la matinée, un siège de la Société Générale de Banque (SGB), première banque du pays puisqu'elle contrôle 24,4 % des actifs bancaires (soit 1002,2 milliards de francs) et a réalisé un bénéfice de 2,5 milliards en 1983. La SGB est en outre le noyau du principal holding du pays : la Société Générale de Belgique. Notre attaque contre la SGB s'est portée contre le siège carolorégien, boulevard Tirou ;
- très tôt le matin du 5, l'agence de la Manufacturer Hanover Bank (MHB), dont la Manufacturers Hanover Trust, quatrième institution de crédit aux USA, est la maison mère. Cette attaque fut également portée à Charleroi, quai de Brabant ;
- dans l'après-midi, le siège de la Kredietbank (KB), troisième banque nationale en importance : 11,8 % des actifs bancaires (soit 486,3 milliards de francs) et 1,9 milliard de bénéfices en 1983. La KB est au centre du holding formé par les Almanij/KB/Crédit Général. Nos militants ont détruit le centre de la KB à Leuven, Mgr. Ladeuzepl.

Les quatre coups portés par les communistes révolutionnaires au cours de ces deux journées contre des centres très importants de l'oligarchie financière seront ressentis très durement par cette dernière. La bourgeoisie, qui avant même la formation de Martens 6 pérorait d'arrogance, aura toutes les raisons de craindre la juste colère du monde du Travail et de son avant-garde politico-militaire.

Car en effet, comme ce fut de tout temps et le sera plus encore dans l'avenir, l'oligarchie financière et son activité la plus évidente, les banques, sont désignées comme ennemies flagrantes et objectives du prolétariat, comme éléments centraux de la bourgeoisie impérialiste et traitées comme tels.

Que ce soient les ouvriers du Sud-Luxembourg qui débitèrent une agence de la SGB à la tronçonneuse, que ce soient les travailleurs liégeois qui occupèrent le siège de la BBL dans leur ville, que ce soient les jeunes manifestants des Marches pour l'emploi qui lapidèrent et maculèrent les agences bancaires sur le parcours de leurs manifestations, que ce soient encore les prolétaires carolos bouclant à l'aide de câbles d'acier ce même siège de la SGB que les Cellules ont détruit hier matin, les exemples ne manquent pas...

À chaque fois que les travailleurs et les travailleuses se mobilisent pour la défense de leur emploi, de leurs acquis sociaux, pour de meilleures conditions de vie, ils et elles se retrouvent directement ou indirectement confrontés à la toute puissante oligarchie financière qui détient, en système capitaliste, le véritable pouvoir de décision. Les holdings et les banques ont en mains les clés de la fermeture ou de la reprise des entreprises — et ainsi

dictent leurs conditions —, gèrent les investissements comme ils l'entendent en fonction de leurs intérêts — c'est-à-dire contre ceux du prolétariat —, imposent à travers l'État les mesures de restructuration, la baisse des « coûts salariaux », la restauration des finances publiques, la flexibilité, etc.

Avant même de nous livrer à une analyse élémentaire de l'importance de l'oligarchie financière au sein du système capitaliste, nous savons, au quotidien, comment nous faisons les frais de cette toute puissante infection, produit typique du capitalisme dans sa phase impérialiste.

La crise économique que la classe ouvrière dans notre pays supporte de plus en plus durement s'étend à l'ombre des banques, des holdings, des sociétés financières transnationales : la Belgique compte le taux le plus élevé au monde d'agences bancaires par habitant, et à l'autre bout de cette information, il faut dire que sur les cent premières banques internationales, quatre sont belges... parmi lesquelles celles que nous avons attaquées aujourd'hui. Dans ce pays qui est à la pointe du développement impérialiste, les banques et les holdings sont les principaux centres de décision, de gestion bourgeoise. Ils sont devenus aujourd'hui un rouage essentiel à la perpétuation du mode de production capitaliste et ne peuvent acquérir encore que plus d'importance dans l'avenir de ce système.

Lénine : *« Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays Cette transformation d'une masse d'intermédiaires modestes en une poignée de monopolistes constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste. »*

Force est de devoir constater que ce processus est quasi-achevé ici, puisque les trois grands, SGB, BBL, KB, concentrent ensemble plus de la moitié des actifs bancaires de ce pays (53,1 %) et plus des trois-quarts des dépôts (77,4 %).

Que signifie cette situation et quelles en sont les conséquences dans le contexte actuel de crise ? Nous ne reviendrons pas ici sur l'ensemble du problème de la crise, génialement résumée par Marx comme étant l'époque durant laquelle *« on produit (périodiquement) trop de moyens de travail et de subsistance pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit »*.

Si certains aspects de cette surproduction apparaissent comme flagrants : les usines « en trop », les mines « en trop », les travailleurs « en trop », les produits agricoles « en trop », il ne faut pas oublier — et cela est essentiel pour une approche réelle et lucide de l'importance de l'oligarchie financière — qu'il y a également les capitaux « en trop ».

C'est dans cette compréhension de la surproduction de capitaux que l'on peut apprécier la logique capitaliste dans toute sa splendeur, et les geignardises réformistes pleurant au « désinvestissement ».

D'un côté : suraccumulation de profit, de bénéfices dans les coffres des banques ; d'un autre côté : désertion sans cesse croissante (malgré les cadeaux mirifiques offerts aux investisseurs par Martens 5, les exécutifs régionaux, etc.) de ces capitaux des secteurs industriels.

Il ne s'agit en aucune façon d'une perversion égarée des gestionnaires de l'oligarchie financière disposant de masses de capitaux non-revalorisables, mais d'une contradiction qui a ses fondements dans la logique même du mode de production capitaliste.

La base de cette contradiction est dans la rationalité même de ce système : la recherche du profit, la revalorisation du Kapital, l'extorsion de la plus-value sur le travail humain.

À chaque moment de la production, cette extorsion de plus-value (c'est-à-dire le produit du travail accordé gratuitement au patron, la part du travail au-delà de celle qui couvre ce qui sera restitué dans le salaire) valorise le capital initial pour former un capital nouveau, supérieur, disponible et obligé pour une nouvelle valorisation.

Et ce capital cherchera à réaliser une plus-value proportionnellement au moins égale. Comme il est supérieur, il ne peut se contenter d'une plus-value identique à celle de sa valorisation antérieure, car ce serait pour lui une baisse de son taux de profit. Son expansion est donc sa règle, sa logique, son obligation.

Est-il nécessaire de rappeler ce qu'expansion veut dire pour « nos » banques et « nos » holdings ? Après avoir assuré une mainmise quasi-totale sur l'économie du pays, ils débordent massivement au Mexique, au Brésil, au Zaïre, etc.

Aujourd'hui, le capitalisme ne trouve plus de possibilité d'expansion : il est achevé au point de vue géographique car il couvre l'ensemble de la planète, il a conquis et rentabilisé les 24 heures de la journée en les optimisant pour la production/consommation, il est hégémonique par rapport aux anciens modes de production (artisanat, productions autarciques, etc.). Partout le capitalisme est victorieux, et en cela, il a rempli son « contrat » historique dans l'essor des forces productives et il est appelé à être dépassé et détruit par l'avènement de l'économie socialiste.

Le capitalisme n'a plus de possibilité d'expansion et de surcroît sa base d'exploitation se réduit de façon permanente. C'est la dynamique classique, mais croissante, qui voit à chaque moment du développement des capacités productives la part du travail humain se réduire sans cesse. Le développement du machinisme, aujourd'hui de la robotique ou de l'informatique, « chasse » de plus en plus le travail humain de la production, c'est-à-dire réduit de plus en plus la base sur laquelle la bourgeoisie capitaliste peut extorquer la plus-value.

À la rencontre de ces deux facteurs que nous venons de décrire, il y a la crise actuelle du capitalisme financier et du capitalisme en général, et ce que nous vivons aujourd'hui à travers l'appauvrissement généralisé du monde du travail n'est que la tentative de la bourgeoisie de reculer les échéances de cette dynamique implacable. La politique développée ici depuis 4 années par Martens 5 et bientôt 6, cette agression violente et systématique contre le monde du Travail n'a rien à voir avec une quelconque impossible « relance », mais ne vise qu'un seul but : augmenter la plus-value volée à chaque travailleur pour tenter de pallier provisoirement à l'effondrement de la plus-value globale. Cela, si dramatique que ce soit pour les exploités, n'est pour la bourgeoisie qu'un simple sursis, une tentative de freiner les effets de la crise du capitalisme, d'en retarder les échéances !

Dans la politique d'« austérité », quelle est la position du capital financier et de sa bourgeoisie face à l'impossibilité de faire fructifier ses milliards comme avant ?

1. À partir du moment où la base traditionnelle de telle ou telle oligarchie financière ne permet plus, donc limite, la revalorisation de son capital propre, elle tente tout d'abord de « restructurer » cette base : c'est le procédé classique que nous connaissons tous les jours, fermetures/reprises/restructurations, qui constitue actuellement la trinité de la bourgeoisie. Trinité qui se solde à chaque fois pour les travailleurs et travailleuses par des licenciements et par une baisse du salaire réel.

Ces « restructurations », de Pégard à Pégard 2, de Boch à Noviboch, des Câbleries de Charleroi aux CDC2, ne changent rien à la crise du capital. Elles ne font que se resserrer et augmenter l'exploitation des travailleurs, elles ne contribuent globalement qu'à acculer le capitalisme dans ses contradictions, réduire sa base d'exploitation.

2. Tel capital financier quitte les secteurs qui lui ont assuré la fortune par le passé pour prendre d'assaut les secteurs occupés par tel autre, dans le but de l'absorber, de le ruiner... Ce développement acharné de la concurrence, les luttes âpres que se livrent sans merci les oligarchies pour le contrôle des secteurs d'activités de leurs concurrents (comme chez Dupuis, par exemple) prend alors le terme pudique de « diversification ». Ces batailles

rageuses où domine la loi du plus fort ont pour résultat une modification de ces secteurs, c'est-à-dire une « restructuration » de ceux-ci aux dépens des travailleurs, ainsi que la tendance à la monopolisation de parts de plus en plus larges de l'activité économique.

Notre attaque contre INTERCOM dénonçait aussi la monopolisation de secteurs très rentables, la production et la distribution d'énergie, dont les holdings SGB et GBL contrôlent la quasi-totalité.

3. Mais cette concurrence « inter-capitaliste » est en soi de plus en plus limitée car aussi pratiquement achevée, et c'est pourquoi les oligarchies développent, maintenant et toujours plus, des activités spéculatives non productives : assurances, crédits, opérations boursières, marché des devises comme, par exemple, le dollar US, etc. Cette dynamique a pour double conséquence d'accroître encore plus la masse des capitaux détenus par les banques et les holdings en même temps qu'elle limite la base d'extraction de la plus-value puisque se situant hors des secteurs productifs.

4. Enfin, et c'est la tendance que nous percevons le plus facilement, la bourgeoisie s'acharne à l'extraction d'une plus-value maximale sur la base de l'exploitation du monde du travail,

— soit en baissant les salaires réels, par exemple en les bloquant alors que les prix augmentent, ou bien aussi en tripotant l'index (Eyskens champion !). C'est ainsi que le revenu des ménages a baissé de 10 à 13 % en quatre ans.

— soit en « rationalisant » le temps de travail, c'est-à-dire en augmentant la part du travail accordée gratuitement au patronat à travers l'intervention de l'État dans des « circuits de travail » financés par les ponctions réalisées sur les salaires, les pensions, la sécurité sociale etc.

Cela révèle que l'État est de plus en plus soumis, fonction des exigences ponctuelles de l'oligarchie financière : grâce aux impôts et aux autres cotisations obligatoires, il paye des intérêts énormes sur sa dette auprès des banques (quatre mille huit cent milliards), il finance des activités inutiles ou nuisibles aux intérêts populaires et seulement propices à la réalisation de super-profits : contrats d'armement, travaux « publics » de transports lourds pour navetteurs, etc.

En résumé, qu'est-ce que tout cela signifie pour nous ? Ce que nous vivons concrètement tous les jours : augmentation des impôts, hausse des prix, baisse des salaires réels, chômage, recul et perte des acquis sociaux...

Mais nous devons encore aller plus loin dans notre analyse, car nous ne pouvons la limiter à la situation de notre pays. La déplorable conjoncture induite par le mode de production capitaliste au terme de son développement historique est évidemment plus grave encore au niveau mondial.

La concurrence, tout d'abord, quand chaque pays tente de faire baisser ses importations et augmenter ses exportations, cela tant pour les banques que pour les autres secteurs ; « *Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux.* » (Lénine) :

— sur le plan industriel, caractérisée par des batailles à l'exportation de plus en plus rudes et où les grands contrats mobilisent non seulement les industriels mais aussi l'appareil d'État tout entier à leur service.

— sur le plan financier, traduite par la chasse aux investissements profitables, aux spéculations juteuses, aux prêts à des taux d'intérêts dont le bilan tient dans la tant fragile qu'anarchique organisation du système monétaire et financier international.

Concrètement, cette transposition des concurrences internes au niveau mondial contribue fortement à l'accroissement des tensions internationales. L'édifice péniblement constitué dans l'après-guerre s'effondre. Les USA et l'Europe ne peuvent plus que s'affronter en

permanence pour des contrats ou des secteurs (tubes acier, contrat du gazoduc sibérien, guerre du blé...). Les USA et l'Europe se trouvent confrontés au Japon en raison de leur déficit commercial. Au sein de la CEE, organisme chargé de mettre un peu d'ordre dans ce foutoir, et ce au profit de l'impérialisme US, les conflits se multiplient : guerre de la pêche France/Espagne, guerre du vin France/Italie... Entre l'Est et l'Ouest, la moindre modification des rapports géopolitiques impliquant l'augmentation d'un marché pour l'un et automatiquement sa réduction pour l'autre, radicalise les contradictions entre les parties et contribue à la tendance à la guerre...

Au niveau du Tiers-monde, la surenchère des monopoles financiers en quête de placements rentables — reposant sur l'appauvrissement organisé de ces pays — débouche sur l'inferral imbroglio de la dette car, et nous citerons encore Lénine, « *tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés* ».

Cette course aux investissements, aux prêts, se solde pour ces pays plus ou moins proches de nous (de la Pologne au Brésil, en passant par le Nigeria) par un carcan de fer qui a pour nom Fond Monétaire International. Le Mexique est endetté pour 96 milliards de dollars US, dette au sein de laquelle il était redevable de 90 milliards de francs belges à des banques installées dans notre pays. L'Argentine est endettée pour 48 milliards de dollars US, dont des dizaines de millions vis-à-vis de la Manufacturers Hanover Bank, filiale de la Manufacturers Hanover Trust engagée dans des crédits s'élevant à 370 milliards de dollars US. La Pologne, de même, qui doit une partie de ses difficultés à son incapacité de rembourser 28 milliards de dollars US de dettes à ses créanciers parmi lesquels on retrouve la Kredietbank. Le Zaïre où sévit l'antenne de la Société Générale de Banque : Finoutremer, etc.

Pour tous ces pays qui sont actuellement engagés dans la spirale folle d'emprunter pour seulement rembourser les intérêts de leurs dettes, les contradictions tant internes qu'au niveau international ne cessent de s'aggraver, contribuant ainsi à la dégradation du précaire équilibre de l'ordre impérialiste.

Travailleurs, Travailleuses, Camarades,

Nous avons engagé le 8 octobre la Campagne Karl Marx. Cette date coïncidait avec un moment particulièrement ignoble et fourbe du système capitaliste dans notre pays : les « élections » à travers lesquelles la dictature des exploités se donne l'alibi de la représentativité. Les résultats de ce cirque que nous avons dénoncé confirment notre analyse : les programmes électoraux des divers prétendants n'ont plus aucun sens, et c'est à coups de millions injectés dans le marketing politique que la FEB et Martens 6 se caparaçonnent de démocratie en trônant sur l'absolu manque d'alternative — absolu historique — de la social-démocratie dont le programme était aussi creux qu'un bambou !

La crise a ses racines dans le système capitaliste et seul un renversement définitif de ce mode de production y mettra fin. Chaque tentative de la bourgeoisie d'y remédier — et qu'elle nous fait payer cher — ne fait qu'aggraver cette crise, globalement et à échéance de plus en plus rapprochée. Les soi-disant alternatives au sein du mode de production capitaliste ne peuvent rien y changer. Le Kapital financier, privé ou nationalisé, doit obéir à la même règle, celle du profit, sous peine d'une faillite encore plus immédiate. La politique volontariste (et électoraliste) de la social-démocratie française au début '82 n'a mené qu'au renforcement du capitalisme multinational aux dépens du capitalisme français. La relance artificielle (comme le demande le PS pour la relance du marché intérieur) a démontré, en France, son absurdité, même si elle est éphémèrement moins pénible pour les travailleurs que l'austérité du « tempo ».

Aujourd'hui, chaque mouvement d'une partie de la bourgeoisie pour freiner la crise, et cela tant au niveau national qu'international, mène à l'affaiblissement des autres parties et ainsi à

l'affaiblissement global de ce système. C'est l'image de complices qui pris dans les sables mouvants s'y enfoncent tous en tentant chacun de monter sur la tête des autres.

Travailleurs, Travailleuses, Camarades,

La bourgeoisie et ses petits amis ont la trouille devant la continuité et le développement de notre combat et racontent n'importe quelle fadaise sur la lutte des révolutionnaires. Alors qu'ils ont l'audace de déclarer le combat des communistes combattants « suicidaire et désespéré », les faits et l'analyse de leur système pourri et dégénéré indiquent que le seul suicide de l'humanité résiderait dans la perpétuation du capitalisme, synonyme de crises, d'appauvrissement, de guerres permanentes, de chômage... alors que le socialisme est la seule alternative historique pour le monde du Travail.

C'est dans cet esprit, dans cette compréhension, que nous avons lancé le mot d'ordre de boycott des élections bourgeoises au début de la Campagne Karl Marx. L'attitude désespérée est celle de collaborer, même de façon « je-m'en-foutiste », aux scénarios élaborés par les banquiers ou les conseils d'administration des holdings.

Marquer son refus est un premier pas, mais un pas certainement insuffisant pour l'avenir. Le refus inorganisé ne sera en aucun cas une solution en soi, ce qu'il nous faut maintenant, dès maintenant, est une stratégie de lutte révolutionnaire guidant le monde du travail dans sa guerre contre le capitalisme. Ce qu'il nous faut pour marcher vers une société nouvelle, ce qu'il nous faut pour la gagner, c'est nous organiser en tant que classe sous la direction du marxisme-léninisme.

Il faut nous organiser pour la destruction, l'écrasement du pouvoir bourgeois, nous devons lui ôter à jamais tout pouvoir de décision sur nos vies et sur la marche du monde. Le monde du Travail doit conquérir un pouvoir absolu, sans compromission aucune, sur le devenir de l'Humanité. Il nous faut conquérir la dictature du prolétariat.

Il faut renforcer et développer sans cesse les forces de la classe ouvrière, travailler à son unification en tant que classe pour soi. Il faut que vive dans la lutte l'identité politique prolétarienne, que se développent notre solidarité et notre organisation. Tous les travailleurs combatifs, dans quelque isolement qu'ils soient, doivent se poser la question de la construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires.

L'offensive portée par les Cellules Communistes Combattantes ces jours-ci à Charleroi, Bruxelles et Louvain, démontre les progrès réalisés par la guérilla révolutionnaire dans notre pays. La victoire que nos militants ont gagnée indique l'adéquation tactique de notre lutte, ses immenses potentialités à faire encore mieux... et plus! Il nous faut saisir cette force, l'accentuer, la renforcer à tous les niveaux!

Le rude coup porté à l'oligarchie financière, en ce début de campagne portant le nom du guide immortel du prolétariat mondial, n'est qu'un témoin parmi d'autres de l'aube du processus qui balayera définitivement l'exploitation de l'homme par l'homme!

CONTRE LE CAPITALISME ET SA CRISE, LA GUERRE CIVILE!

EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION COMBATTANTE DES PROLÉTAIRES!

Organisons-nous et frappons sans relâche!

EN AVANT VERS LA RÉVOLUTION COMMUNISTE!

TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS!

Cellules Communistes Combattantes
pour la construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires.